



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

Grèce

Question au Gouvernement n° 3063

Texte de la question

SITUATION DE LA GRÈCE

M. le président. La parole est à M. Jean Glavany, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Jean Glavany. Monsieur le Premier ministre, dimanche prochain, les électeurs grecs vont se prononcer par référendum sur une issue possible à la crise monétaire qui touche la Grèce et l'ensemble de la zone euro.

Devant cette situation, nous croyons tous que les responsables politiques européens doivent faire preuve de mesure, de sang-froid, mais aussi de volonté et de détermination.

Nous sommes des démocrates et, à ce titre, sommes respectueux de la légitimité du gouvernement grec issu du suffrage universel et de la souveraineté du peuple grec.

Nous devons mettre en garde un certain nombre de donneurs de leçons, en France ou ailleurs en Europe, qui se permettent de qualifier de manière désobligeante le gouvernement grec ou de dicter sa loi au peuple grec, alors que nous n'accepterions en rien une telle immixtion dans la vie démocratique française. Accepterions-nous, mes chers collègues, qu'un gouvernement étranger, s'immisçant dans une procédure démocratique française, nous dise, aujourd'hui, ce que devrait être la réponse du peuple français ? (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*) Nous ne l'accepterions pas, alors ne l'infligeons pas aux autres.

Mais nous sommes aussi des démocrates respectueux de la vérité et une question est posée, monsieur le Premier ministre. D'après beaucoup de sources d'information, ici relayées, la négociation n'aurait porté et buté que sur les efforts et les réformes demandés à la Grèce, sans que jamais soient abordées ni la question du financement de l'économie grecque, ni celle de la renégociation de la dette.

Alors, la question est simple : la négociation, monsieur le Premier ministre, était-elle globale ? A-t-elle porté sur les deux parties du contrat ?

M. Jean-Frédéric Poisson. Ça suffit ! (*Protestations sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. Jean Glavany. Je vous en prie, mon cher collègue !

Enfin, nous sommes des Européens convaincus et la construction européenne nous a appris qu'après la fin du dialogue, il y a toujours et encore le dialogue. Monsieur le Premier ministre, y aura-t-il encore un dialogue ce soir ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et du groupe écologiste.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances... Je veux dire : à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. M. Sapin a déjà répondu. Je réponds à Jean Glavany. (*Interruptions sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

La situation de la Grèce est évidemment une préoccupation pour tous, pour la France comme pour l'Europe et d'ailleurs au-delà.

Notre pays, sous l'impulsion du Président de la République, ne ménage pas ses efforts. La France est à l'initiative, monsieur Glavany, pour qu'un accord durable soit trouvé. Le gouvernement grec a choisi d'organiser un référendum.

M. Pierre Lellouche. Que ferez-vous, si c'est « non » ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. C'est un choix souverain que le gouvernement français respecte pleinement, Michel Sapin le rappelait il y a un instant, et le peuple grec s'exprimera dimanche.

La France est engagée dans les négociations. C'est sa place. Et ces négociations – je réponds à votre question – étaient en effet près d'aboutir vendredi dernier. Nous regrettons qu'elles soient interrompues, à l'initiative du gouvernement grec, mais le message que porte le Président de la République, que porte de manière permanente Michel Sapin qui est pleinement engagé dans ces discussions, est que la porte est ouverte, que les négociations peuvent reprendre à tout moment si le gouvernement grec en fait le choix, en responsabilité.

M. Pierre Lellouche. Donnez-leur notre argent !

M. Manuel Valls, Premier ministre. L'accord qui aurait pu aboutir, nous avons la conviction qu'il n'est pas loin, qu'il est encore possible, même si, le ministre des finances le rappelait, le temps presse. C'est une question d'heures.

La France est donc engagée, mais nous avons aussi un devoir de vérité. Il faut dire où nous en sommes et il faut poser clairement les termes du débat, car les Grecs qui se rendront aux urnes dimanche doivent pouvoir se prononcer en conscience, les yeux ouverts, mais aussi en toute connaissance de cause. Des propositions très claires ont été faites au gouvernement grec. Il s'agit tout d'abord de prévoir les réformes nécessaires, y compris au plan budgétaire, et ces réformes doivent bien sûr tenir compte des efforts considérables déjà consentis par le peuple grec. L'offre faite au gouvernement grec prévoit également un volet de financement de l'économie, avec des investissements au service de la croissance et de l'emploi.

Enfin – et c'est un point notable des négociations, sans doute l'un des plus difficiles, mais c'est aussi la position défendue vendredi par Michel Sapin –...

M. Guy Geoffroy. On ne le laisse pas parler !

M. Manuel Valls, Premier ministre. ...la discussion sur le poids de la dette doit rester ouverte, conformément au mandat qu'a reçu le gouvernement grec.

Les enjeux du scrutin de dimanche sont très clairs pour la Grèce : rester dans l'euro ou, au-delà des incertitudes monsieur de Courson, courir le risque d'en sortir avec toutes les conséquences qui en découleraient.

Au fond, nous le savons, les Grecs sont attachés à la monnaie unique, dont ils connaissent aussi les avantages. La solidarité européenne, qui est toujours sur la table avec l'offre proposée, va donc de pair avec la responsabilité.

Cette responsabilité doit être partagée par chacun et si la France se mobilise autant depuis le début de cette négociation, c'est parce qu'elle est convaincue que la place de la Grèce est dans la zone euro, c'est-à-dire

pleinement dans l'Union européenne.

Nous savons que la Grèce est un grand peuple. Nous savons d'où viennent les Grecs, après la dictature des colonels, nous savons que c'est un Président de la République français, Valéry Giscard d'Estaing, qui a tout fait pour que la Grèce adhère à la Communauté européenne et si certains, à l'extérieur de notre pays, ou à l'intérieur et ici dans ce Parlement, pensent que l'Europe serait plus forte si la Grèce sortait de la zone euro, ils se trompent lourdement.

Depuis le début, nous avons cherché une solution qui soit acceptable par tous, dans le respect du peuple grec et de la souveraineté de son gouvernement, mais dans le respect aussi de nos règles communes, celles de l'Europe. C'est la position de la France : nous allons continuer à la défendre dans les heures qui viennent et nous la défendrons sans cesse, parce que nous pensons que l'Europe a besoin de la Grèce et que l'Europe doit sortir plus forte et plus solidaire de cette crise. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen et sur quelques bancs du groupe écologiste.*)

Données clés

Auteur : [M. Jean Glavany](#)

Circonscription : Hautes-Pyrénées (1^{re} circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3063

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er juillet 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er juillet 2015](#)